

## France : des *business plans* trop agressifs ?

retour sur douze ans de prévisions à moyen terme pour les finances publiques françaises

### Contexte

**Le pacte de stabilité et de croissance (PSC)** institué lors du conseil européen d'Amsterdam le 17 juin 1997 avait pour vocation de coordonner la politique budgétaire des pays membres de l'eurozone – toujours une compétence nationale - et de leur imposer une certaine convergence de leurs finances publiques pour éviter l'apparition de déficits publics excessifs.

La mise en application du PSC implique notamment la **fourniture par chaque état membre de l'euro de ses prévisions de moyen terme en matière de finances publiques.**

**La France transmet donc depuis 1998 à la commission européenne des prévisions de ses principaux agrégats budgétaires**, en général sur un horizon à quatre ans par rapport à la date de prévision. Trois agrégats essentiels sont fournis : le taux de **croissance** du PIB, le **déficit** public en %age du PIB et le niveau de la **dette publique**.

La première prévision a été transmise à la commission en décembre 1998 par le gouvernement de Lionel Jospin, et le dernier a accompagné la présentation du budget 2001 par le gouvernement Fillon en septembre 2010. A ce jour, il y a donc eu 13 transmission de prévision : 4 par le gouvernement Jospin, 3 par le gouvernement Raffarin, 2 par le gouvernement Villepin et 4 par le gouvernement Fillon.

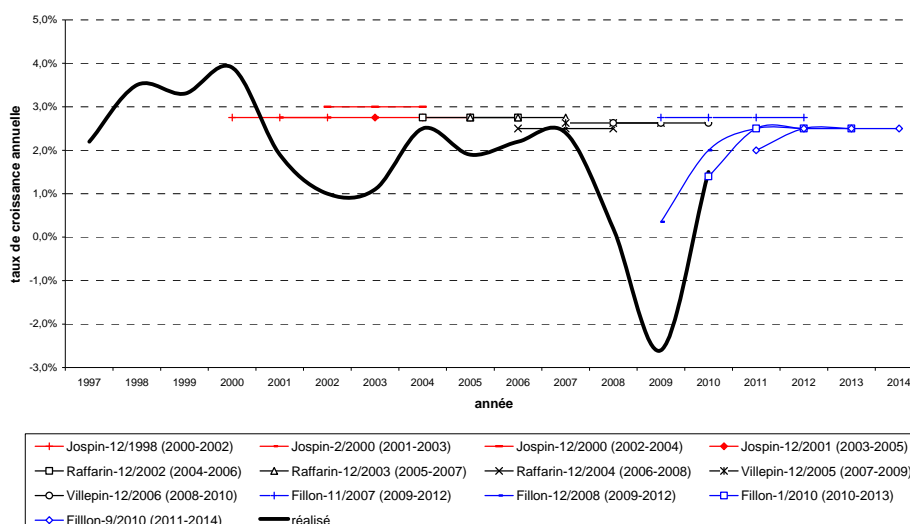
**Cette prévision constitue en quelque sorte le business plan (plan d'affaire) de la France. L'objet de ce court papier est de comparer les prévisions effectuées par les différents gouvernements avec ce qu'il s'est passé ensuite.**

### Croissance du PIB

En ce qui concerne la croissance, le schéma ci-dessous fait apparaître une surestimation permanente de la croissance économique par l'exécutif français.

La croissance moyenne de l'économie française entre 2000 et 2010 a été de 1,5% selon les chiffres du gouvernement. **C'est en moyenne 1 point de croissance de plus que la moyenne des prévisions qui ont toujours visé au moins un gaillard 2,5%**. La crise financière et économique après 2008 a amené une forte révision à la baisse des prévisions à court terme, mais l'horizon à moyen terme de la dernière prévision datant de septembre 2010 retrouve un horizon de 2,5%.

### pacte de stabilité : croissance du PIB prévue et réalisée

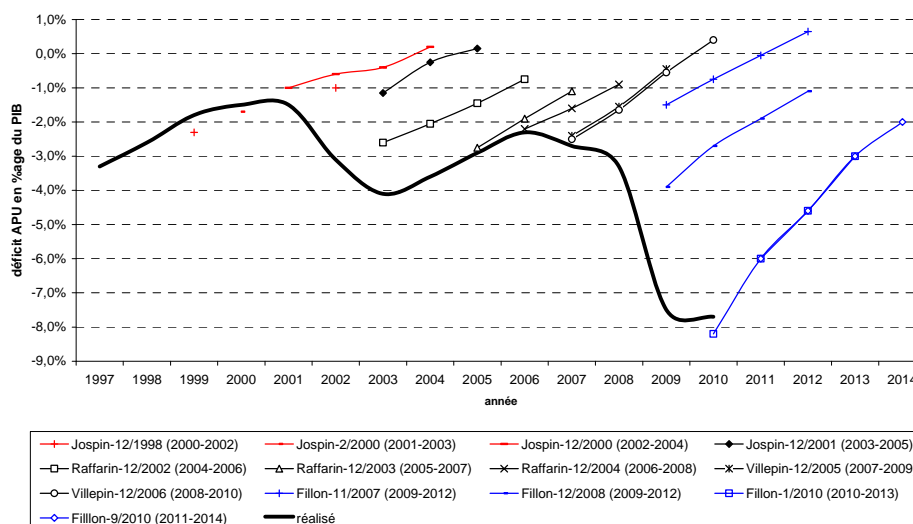


## Déficit prévu et réalisé

De façon assez logique du fait de ce qui vient d'être dit sur la croissance, les trajectoires prévisionnelles des finances publiques indiquent toute une amélioration forte du solde. **Plusieurs prévisions (celle des gouvernements Jospin en 2000 et 2001, celle du gouvernement Villepin en 2006 et celle du gouvernement Fillon en 2007) prévoyant un solde public positif, alors que cela ne s'est pas produit en France depuis l'exercice 1974.**

L'écart avec le réel est encore assez grand, comme l'indique le schéma ci-dessous.

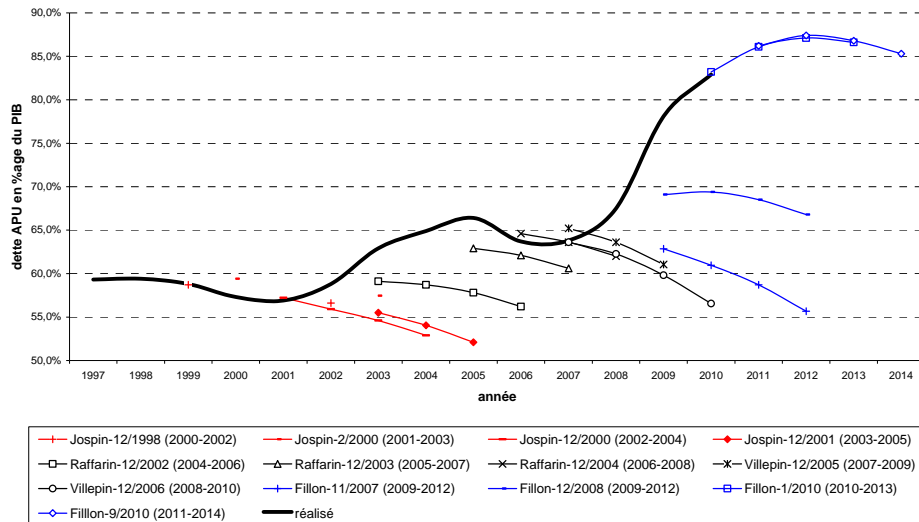
### pacte de stabilité : déficit prévu et réalisé



## Stock de dette publique

De façon très cohérence, on retrouve le même écart en ce qui concerne la dette publique. Toutes les prévisions à l'exception des deux dernières (celles post crise de 2008) s'engagent sur une baisse claire et nette de la dette publique. **Dans les faits, on a constaté cette baisse seulement sur trois exercices budgétaire (2000, 2001 et 2006) et sur la décennie le stock de dette publique a augmenté de 45%.**

### pacte de stabilité : dette publique prévue et réalisée



## Conclusion

On peut donc conclure de cette petite analyse un écart significatif entre les prévisions et la réalité, les écarts étant d'autant plus importants que les prévisions sont à moyen terme.

**Il y a une surestimation constante du redressement futur des finances publiques, tant en ce qui concerne le niveau du déficit que celui de la dette publique.**

**La prévision budgétaire à moyen terme semble donc un exercice particulièrement délicat. Toutefois le caractère unilatéral des écarts constatés entre prévision et réalité peut laisser penser au caractère systématique optimiste (agressif ?) de la prévision budgétaire à moyen terme.**